



ÉDITION SPÉCIALE · OCTOBRE 2026

Un mois inoubliable à Dakar

Reçus par le ministre de la Justice du Sénégal, visités par Konstanze Ricken du programme SEA-T (GIZ) et entendus à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples

Réseau des Femmes Leaders pour le Développement

1 143 organisations membres · plus de 35 pays africains

rflgd.org

Lettre du RFLD

Chères amies, chers amis, chers partenaires,

Octobre a été un mois très riche pour le RFLD. Notre délégation de 42 défenseuses des droits humains venues de 15 pays africains a pris part à la 89e Session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, qui se tient à Dakar jusqu'au 21 octobre 2026. Elles sont venues d'associations de base et de réseaux nationaux, avec les preuves recueillies dans leurs communautés, jusque dans la salle où se fixent les normes africaines des droits humains.

Dakar nous a offert des moments que nous n'oublierons pas. Le ministre de la Justice du Sénégal, Maître Moussa Sarr, a reçu notre délégation avec l'Institut National de la Femme du Bénin. Konstanze Ricken, directrice du programme SEA-T à la GIZ, a visité notre bureau de Dakar. Nous avons présenté notre déclaration orale devant la Commission au titre de notre statut d'observateur N°553, modéré des panels avec Expertise France et avec le Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme, et beaucoup appris de l'Association des Juristes Sénégalaises et du ministère de la Famille.

Derrière ces rencontres, il y a un seul message. Quarante ans après l'entrée en vigueur de la Charte africaine, notre Baromètre de Maputo ne trouve que 3 pays sur 49 en vert sur les trois indicateurs des droits des femmes. Beaucoup de lois existent sur le papier, mais les femmes attendent encore les budgets et les tribunaux qui leur donneraient vie. Les notes et les outils de données publiés ce mois-ci doivent aider les organisations à combler cet écart.

Le RFLD est enregistré comme Organisation internationale au Sénégal et comme organisation non gouvernementale au Bénin, au Ghana, au Nigeria et en Gambie. Notre réseau rassemble aujourd'hui 1 143 organisations membres dans plus de 35 pays africains.

Merci à nos partenaires et à chaque défenseure qui a fait le voyage jusqu'à Dakar. Votre confiance rend ce travail possible.

Voici tout ce que nous avons partagé depuis le 1er octobre.

*Avec gratitude,
L'équipe du RFLD*

CE MOIS-CI EN CHIFFRES

42

défenseuses des droits
humains dans notre
délégation

15

pays africains
représentés

1 143

organisations membres
du réseau RFLD

46 sur 55

États de l'UA ont ratifié
le Protocole de Maputo

3 sur 49

pays en vert sur les trois
indicateurs du
Baromètre



Un traité ratifié mais non financé ne change rien à la vie d'une seule femme.

Extrait de la déclaration orale du RFLD à la 89e Session de la Commission africaine, Dakar, 13 octobre 2026

DONNÉES

Le Baromètre de Maputo en bref

49 pays évalués sur trois indicateurs tirés du Protocole de Maputo : lois contre les violences basées sur le genre, éducation des filles et représentation politique des femmes, soit 147 notes.



3 pays sur 49 sont en vert sur les trois indicateurs : Cabo Verde, Namibie et Rwanda.

Dans cette édition

- 01** Le ministre de la Justice du Sénégal reçoit le RFLD et l'Institut National de la Femme du Bénin
- 02** Konstanze Ricken, directrice du programme SEA-T, en visite au bureau du RFLD à Dakar
- 03** Déclaration orale du RFLD à la 89e Session ordinaire de la Commission africaine
- 04** Violences de genre facilitées par la technologie et droits humains : ce qu'a discuté le dialogue d'Expertise France à Dakar
- 05** 40 ans de la Charte africaine : déclaration du RFLD pour la Journée africaine des droits de l'homme
- 06** Le RFLD et l'INF du Bénin en visite à l'Association des Juristes Sénégalaises pour découvrir ses boutiques de droit
- 07** Défendre sans s'exposer : ce qu'a discuté le panel sur les défenseuses des droits humains à la 89e Session
- 08** Lever les réserves : neuf notes pays sur le Protocole de Maputo
- 09** Le RFLD et l'INF rencontrent le ministère de la Famille du Sénégal pour partager leurs expériences de protection des femmes
- 10** Une sentinelle pour les femmes et les filles : l'INF du Bénin et le RFLD à la 89e Session
- 11** Les femmes, l'eau et l'article 15 du Protocole de Maputo
- 12** « La femme qui va chercher l'eau a sa place » : la déclaration du RFLD à l'ouverture du Forum des ONG à Dakar
- 13** Un manuel pour les rapports alternatifs sur le Protocole de Maputo
- 14** Le RFLD à la consultation nationale WLICT sur les violences de genre facilitées par la technologie à Abuja
- 15** Forum des ONG : une lecture afroféministe du rétrécissement de l'espace civique en Afrique
- 16** Les violences en ligne faites aux femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre en 2026
- 17** Le RFLD à l'atelier régional de Lawyers Without Borders à Dakar sur la protection des défenseuses face aux violences numériques
- 18** Des récits aux preuves : ce qu'a produit la séance du RFLD sur l'outil d'intégration du genre à Dakar
- 19** Financer les mouvements féministes en Afrique de l'Ouest francophone : données 2026
- 20** Forum des ONG : la situation des droits humains et de la démocratie en Afrique, région par région
- 21** Les lois sur les droits des femmes désormais cartographiées dans les 55 États membres de l'Union africaine
- 22** Financer l'eau et l'assainissement en Afrique : résilience, réutilisation, écosystèmes, services décentralisés et diplomatie de l'eau
- 23** Qui façonne la prochaine ère du développement ? La nouvelle carte du pouvoir alors que l'aide recule
- 24** Un système de gestion sur chaque bureau : pourquoi le RFLD a créé la Suite de gestion RFLD 5.0
- 25** Pourquoi les violences faites aux femmes facilitées par la technologie relèvent des droits humains

Les actualités



RENCONTRE À DAKAR

Le ministre de la Justice du Sénégal reçoit le RFLD et l'Institut National de la Femme du Bénin

Le 14 octobre 2026 à Dakar, le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Maître Moussa Sarr, a reçu une délégation du RFLD et de l'Institut National de la Femme (INF) du Bénin, en marge de la 89e Session de la Commission africaine. John GBENAGNON, Directeur régional de la stratégie et du développement du RFLD, conduisait la délégation du RFLD et Flore DJINOUE, Secrétaire exécutive de l'INF, l'équipe béninoise. Le ministre s'est montré très intéressé par le modèle de l'INF et a félicité le RFLD pour ses initiatives au Sénégal et dans la région.

[Lire l'article complet en ligne](#)



PARTENAIRES

Konstanze Ricken, directrice du programme SEA-T, en visite au bureau du RFLD à Dakar

Le 14 octobre 2026, Konstanze Ricken, directrice du programme SEA-T (Society Equality Africa Transformation) à la GIZ, a visité le bureau du RFLD à Dakar. Deux jours plus tôt, elle était intervenue au panel sur les défenseuses des droits humains que le RFLD a facilité à la Commission africaine. L'équipe a présenté le travail du RFLD au Sénégal et l'effet du soutien de SEA-T sur les défenseuses et les organisations partenaires en Afrique de l'Ouest francophone, de la formation à la sécurité jusqu'aux sous-subsidations pour les groupes de base.

[Lire l'article complet en ligne](#)



COMMISSION AFRICAINE

Déclaration orale du RFLD à la 89e Session ordinaire de la Commission africaine

Le 13 octobre 2026, le RFLD a présenté sa déclaration orale à la 89e Session ordinaire de la Commission africaine à Dakar, au titre de son statut d'observateur N°553. S'appuyant sur le Baromètre de Maputo et sur les rapports de ses points focaux, la déclaration relève que seuls trois pays sur 49 obtiennent un résultat satisfaisant en matière de droits des femmes. Elle se conclut par quatre recommandations adressées à la Commission, à ses Rapporteurs spéciaux et aux États membres.

[Lire l'article complet en ligne](#)



COMMISSION AFRICAINE

Violences de genre facilitées par la technologie et droits humains : ce qu'a discuté le dialogue d'Expertise France à Dakar

Le 13 octobre 2026, en marge de la 89e Session de la Commission africaine, Expertise France a réuni un dialogue matinal sur les violences de genre facilitées par la technologie, dans le cadre de l'initiative Team Europe WICT financée par l'Union européenne. Institutions, organisations de la société civile et partenaires des Nations unies ont discuté de la prévention des violences en ligne et de l'accompagnement des survivantes. Le RFLD a modéré le panel et partagé l'expérience de son réseau au Bénin, au Nigeria et au Sénégal.

[Lire l'article complet en ligne](#)



DÉCLARATION

40 ans de la Charte africaine : déclaration du RFLD pour la Journée africaine des droits de l'homme

Quarante ans après l'entrée en vigueur de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, le 21 octobre 1986, le Baromètre de Maputo 2026 du RFLD ne trouve que 3 pays sur 49 en vert sur les trois indicateurs des droits des femmes. Quarante-six États membres de l'Union africaine ont ratifié le Protocole de Maputo et neuf ne l'ont pas fait. Notre déclaration appelle les États à ratifier, à lever leurs réserves, à financer les lois adoptées et à protéger les défenseuses.

[Lire l'article complet en ligne](#)



RENCONTRE À DAKAR

Le RFLD et l'INF du Bénin en visite à l'Association des Juristes Sénégalaises pour découvrir ses boutiques de droit

Le 14 octobre 2026, le RFLD et l'Institut National de la Femme du Bénin ont rendu visite à l'Association des Juristes Sénégalaises (AJS) à Dakar, où ils ont été reçus par sa présidente, Mme Aminata Fall Niang. L'AJS a présenté ses boutiques de droit, où les femmes reçoivent des conseils juridiques gratuits. L'INF a partagé l'expérience béninoise d'une institution publique capable de porter des affaires en justice. Le RFLD a aussi félicité l'AJS pour son nouveau statut d'observateur auprès de la Commission africaine.

[Lire l'article complet en ligne](#)



COMMISSION AFRICAINE

Défendre sans s'exposer : ce qu'a discuté le panel sur les défenseurs des droits humains à la 89e Session

Le 12 octobre 2026, l'Hon. Rémy Ngoy Lumbu, Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme, a présidé un panel inscrit à l'ordre du jour principal de la 89e Session sur la protection des défenseurs des droits humains. Le RFLD a facilité la séance avec l'appui de SEA-T, mis en œuvre par la GIZ pour le compte du BMZ. Des intervenantes de la GIZ, du WACSI, de l'ACDHR et du RFLD Nigeria ont parlé de reconnaissance, de représailles et de financement de la protection.

[Lire l'article complet en ligne](#)



NOUVELLE PUBLICATION

Lever les réserves : neuf notes pays sur le Protocole de Maputo

Le RFLD publie neuf notes de plaidoyer sur les États qui limitent encore le Protocole de Maputo par des réserves ou des déclarations : l'Algérie, le Cameroun, l'Éthiopie, le Kenya, Maurice, la Namibie, la République sahraouie, l'Afrique du Sud et l'Ouganda. Ces notes prolongent le Cadre de plaidoyer pour le retrait des réserves adopté par la Commission africaine en mars 2026 et en font un agenda pays par pays pour la société civile et les Commissaires.

[Lire l'article complet en ligne](#)



RENCONTRE À DAKAR

Le RFLD et l'INF rencontrent le ministère de la Famille du Sénégal pour partager leurs expériences de protection des femmes

Le 14 octobre 2026, le RFLD et l'Institut National de la Femme du Bénin ont tenu une séance de travail avec Dr Rokhaya Diakhaté, Directrice de la Famille au ministère de la Famille, de l'Action sociale et des Solidarités. Dr Diakhaté avait modéré la veille l'événement parallèle du RFLD et de l'INF. Les deux pays ont comparé leurs façons de protéger les femmes et les familles, et le ministère a découvert en détail comment l'INF suit les dossiers, du premier appel jusqu'au tribunal.

[Lire l'article complet en ligne](#)



COMMISSION AFRICAINE

Une sentinelle pour les femmes et les filles : l'INF du Bénin et le RFLD à la 89e Session

Le 13 octobre 2026 à Dakar, le RFLD et l'Institut National de la Femme du Bénin ont organisé un événement parallèle commun à la 89e Session de la Commission africaine, modéré par Dr Rokhaya Diakhaté. En cinq ans, selon l'INF, son action a changé la vie de plus de 118 000 femmes et filles. Le panel a offert à cette institution nationale une tribune continentale pour expliquer son fonctionnement, ses résultats et les résistances qu'elle rencontre encore.

[Lire l'article complet en ligne](#)



NOUVELLE PUBLICATION

Les femmes, l'eau et l'article 15 du Protocole de Maputo

À l'approche de la Journée internationale des femmes rurales, le RFLD publie une note de politique, en anglais et en français, sur la manière dont l'article 15 du Protocole de Maputo peut transformer le thème 2026 de l'Union africaine sur l'eau et l'assainissement en droits pour les femmes et les filles. Dans les ménages sans eau sur place, la corvée d'eau revient surtout aux femmes et aux filles dans sept cas sur dix. La note précise ce que les États doivent faire en matière de budgets, de gouvernance et de rapports.

[Lire l'article complet en ligne](#)



FORUM DES ONG

« La femme qui va chercher l'eau a sa place » : la déclaration du RFLD à l'ouverture du Forum des ONG à Dakar

À la cérémonie d'ouverture du Forum des ONG de la 89e Session, le 8 octobre à Dakar, John GBENAGNON a présenté la déclaration du RFLD au nom de la Directrice Afrique, Dossi Sèkonou Gloria AGUEH, et des 1 143 organisations membres du réseau. La déclaration a relié le thème 2026 de l'Union africaine sur l'eau à l'article 15 du Protocole de Maputo et demandé que l'accès des femmes à l'eau soit examiné dans chaque rapport d'État.

[Lire l'article complet en ligne](#)



NOUVELLE PUBLICATION

Un manuel pour les rapports alternatifs sur le Protocole de Maputo

Le RFLD publie un manuel de formation pas à pas, en anglais et en français, pour aider les organisations de femmes à rédiger des rapports alternatifs à la Commission africaine sur le Protocole de Maputo. En octobre 2024, seuls 21 des 45 États parties avaient soumis au moins un rapport au titre du Protocole. Le manuel explique les règles de la Commission, comme la limite de 15 pages et le délai de 30 jours, et accompagne les organisations de la préparation jusqu'au suivi.

[Lire l'article complet en ligne](#)



NIGERIA

Le RFLD à la consultation nationale WLICT sur les violences de genre facilitées par la technologie à Abuja

Les 6 et 7 octobre 2026, le RFLD, représenté par sa Représentante pays au Nigeria, Simbiat Bakare, a participé à l'atelier national de consultation et de planification WLICT sur les violences de genre facilitées par la technologie, à Abuja. L'atelier a réuni société civile, institutions nationales, médias et acteurs du numérique pour s'accorder sur les priorités de prévention et de réponse au Nigeria et renforcer le leadership des femmes dans le secteur public des TIC.

[Lire l'article complet en ligne](#)



FORUM DES ONG

Forum des ONG : une lecture afroféministe du rétrécissement de l'espace civique en Afrique

Le 8 octobre 2026, le RFLD a réuni un panel au Forum des ONG à Dakar avec l'Hon. Commissaire Janet Ramatoulie Sallah-Njie, Rapporteuse spéciale sur les droits des femmes en Afrique, Omolara Balogun (WACSI), Naji Moulay Lahsen (CIDH Africa) et Bathor Seck (RFLD Sénégal), sous la modération de John GBENAGNON. Le panel s'est demandé ce qu'une lecture afroféministe du rétrécissement de l'espace civique nous apprend sur la protection des libertés d'expression, d'association et de réunion en Afrique.

[Lire l'article complet en ligne](#)



NOUVELLE PUBLICATION

Les violences en ligne faites aux femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre en 2026

À l'approche des 16 jours d'activisme, le RFLD publie le premier état des lieux régional des données et des lois sur les violences en ligne faites aux femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre, la région du continent la moins documentée sur ce sujet. Une revue de 2026 n'a trouvé que deux études ouest-africaines sur dix-sept en Afrique subsaharienne. Le rapport examine les lois existantes, les lacunes qui demeurent et ce que les États, les plateformes et les bailleurs peuvent faire.

[Lire l'article complet en ligne](#)



RENCONTRE À DAKAR

Le RFLD à l'atelier régional de Lawyers Without Borders à Dakar sur la protection des défenseuses face aux violences numériques

Les 5 et 6 octobre 2026, Bathor Seck, Directrice pays du RFLD au Sénégal, est intervenue au panel de l'atelier régional de Lawyers Without Borders à Dakar sur les défenseuses des droits humains, les violences numériques et la protection en Afrique. Son message était clair : les femmes qui défendent les droits sont attaquées pour ce qu'elles font et pour ce qu'elles sont. L'atelier était organisé avec la Commission africaine en marge de sa 89e Session.

[Lire l'article complet en ligne](#)



COMMISSION AFRICAINE

Des récits aux preuves : ce qu'a produit la séance du RFLD sur l'outil d'intégration du genre à Dakar

Le 10 octobre 2026, pendant la 89e Session de la CADHP, le RFLD a tenu à Dakar une séance fermée sur la protection des données et la sauvegarde, dans le cadre de NAFASI, un programme financé par la Suède à travers l'Asdi et mis en œuvre par Magamba Network, DefendDefenders et le RFLD. Des organisations de pays francophones et lusophones ont construit des matrices d'évaluation des menaces à partir de leur propre travail et adopté un premier tableau de bord trimestriel GESI pour produire des preuves utiles à la Commission.

[Lire l'article complet en ligne](#)



NOUVELLE PUBLICATION

Financer les mouvements féministes en Afrique de l'Ouest francophone : données 2026

À l'approche de GivingTuesday, le RFLD publie des données sur le financement des mouvements féministes en Afrique de l'Ouest francophone. Les organisations féministes reçoivent environ 1 % de l'aide consacrée au genre, et l'aide publique au développement a reculé de 23,1 % en 2025. Le rapport rassemble les données mondiales, la voix de responsables féministes francophones et les subventions du RFLD lui-même : 27 subventions pour 722 100 dollars US entre juin et septembre 2026.

[Lire l'article complet en ligne](#)

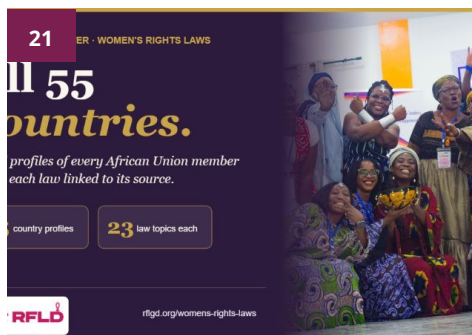


FORUM DES ONG

Forum des ONG : la situation des droits humains et de la démocratie en Afrique, région par région

Au Forum des ONG à Dakar, le 8 octobre, les points focaux sous-régionaux ont présenté la situation des droits humains et de la démocratie en Afrique, lors d'une séance modérée par John GBENAGNON du RFLD à l'invitation de l'ACDHRS. Pendant quatre-vingt-dix minutes, ils ont exposé ce que la société civile a documenté dans chaque région depuis la dernière session de la Commission, des restrictions de l'espace civique aux attaques contre les défenseurs.

[Lire l'article complet en ligne](#)



OUTILS OUVERTS

Les lois sur les droits des femmes désormais cartographiées dans les 55 États membres de l'Union africaine

Chaque État membre de l'Union africaine dispose désormais d'un profil juridique dans le DONUESÉ Data Center du RFLD : statut des traités, constitution et lois nationales sur 23 thèmes, chacun relié à sa source. Les organisations de défense des droits des femmes n'ont plus à chercher dans des journaux officiels dispersés avant un rapport alternatif ou une note parlementaire. L'article explique ce que contient chaque profil et comment l'utiliser dans votre plaidoyer.

[Lire l'article complet en ligne](#)

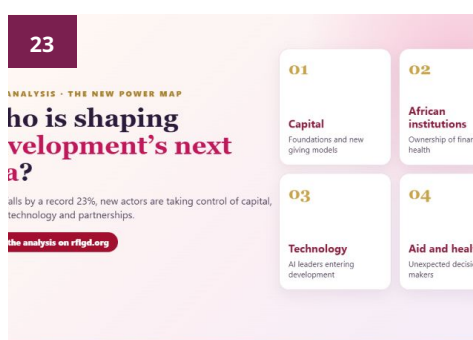


ANALYSE

Financer l'eau et l'assainissement en Afrique : résilience, réutilisation, écosystèmes, services décentralisés et diplomatie de l'eau

Dossi Sèkonou Gloria AGUEH, Directrice Afrique du RFLD, examine comment le financement d'infrastructures résilientes, la réutilisation des eaux usées, la protection des écosystèmes, les systèmes décentralisés et la diplomatie de l'eau peuvent combler le retard de l'Afrique en matière d'eau et d'assainissement. Dans le monde, 2,1 milliards de personnes n'avaient toujours pas accès à une eau potable gérée en toute sécurité en 2024. Elle défend l'idée que les femmes qui prennent la première décision de la journée sur l'eau doivent aussi siéger là où se décident les budgets de l'eau.

[Lire l'article complet en ligne](#)



ANALYSE

Qui façonne la prochaine ère du développement ? La nouvelle carte du pouvoir alors que l'aide recule

Alors que l'aide recule d'un niveau record de 23,1 %, un petit groupe de responsables façonne désormais le capital du développement, l'appropriation africaine, l'intelligence artificielle, la philanthropie et l'aide extérieure. Le RFLD cartographie qui décide, de la Fondation Gates et de la Banque africaine de développement à Coefficient Giving et GiveWell, pour que les organisations de femmes africaines comprennent les nouvelles règles avant qu'elles ne soient fixées.

[Lire l'article complet en ligne](#)



OUTILS OUVERTS

Un système de gestion sur chaque bureau : pourquoi le RFLD a créé la Suite de gestion RFLD 5.0

Le RFLD veut un système de gestion sur le bureau de chaque organisation de femmes en Afrique. La version 5.0 de la Suite de gestion RFLD, en ligne sur suite.rflgd.org et à télécharger pour Windows, macOS et Linux, réunit les dix départements d'une organisation dans un seul outil bilingue. Elle ajoute une comptabilité complète, la collecte de données sur mobile et le travail d'équipe chiffré en ligne, pour qu'une association de base puisse rendre compte à un bailleur comme une grande ONG.

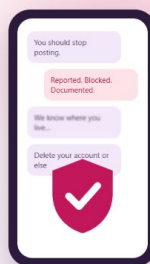
[Lire l'article complet en ligne](#)

Online violence against women is a human rights issue

African States owe women online under the Maputo Protocol

Article 4: Integrity and security Article 9: public life

Resolution 522



ANALYSE

Pourquoi les violences faites aux femmes facilitées par la technologie relèvent des droits humains

Le harcèlement en ligne, les menaces et les abus fondés sur l'image visant les femmes sont souvent traités comme une affaire privée ou comme un sujet pour les entreprises technologiques. Le RFLD y voit une question de droits humains qui engage la responsabilité des États africains. L'article expose ce que les États doivent aux femmes en ligne au titre du Protocole de Maputo et de la Résolution 522 de la CADHP, et partage des ressources pour les organisations et les survivantes.

[Lire l'article complet en ligne](#)

RESSOURCES OUVERTES

Ressources du mois

NOTES DE PLAIDOYER

Lever les réserves : neuf notes pays sur le Protocole de Maputo

MANUEL DE FORMATION

Un manuel pour les rapports alternatifs sur le Protocole de Maputo

NOTE DE POLITIQUE

Les femmes, l'eau et l'article 15 du Protocole de Maputo

RAPPORT

Les violences en ligne faites aux femmes en Afrique de l'Ouest et du Centre 2026

DONNÉES

Financer les mouvements féministes en Afrique de l'Ouest francophone : données 2026

GUIDE

Répondre aux violences en ligne : un guide centré sur les survivantes en six étapes

OUTIL DE DONNÉES

DNÜESÈ Data Center : les lois sur les droits des femmes dans les 55 États de l'UA

LOGICIEL GRATUIT

Suite de gestion RFLD 5.0

AGENDA

Dates à retenir

21 octobre 2026

40 ans de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et clôture de la 89e Session

Du 25 novembre au 10 décembre

16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre

1er décembre 2026

GivingTuesday, une journée pour soutenir les mouvements féministes en Afrique de l'Ouest

PARTENAIRES

Merci à nos partenaires

Le travail de ce mois a été rendu possible par des partenaires qui soutiennent les organisations de femmes en Afrique : la GIZ à travers le programme SEA-T pour le compte du BMZ, l'Union européenne et Team Europe WLICT, Expertise France, l'Agence Française de Développement, l'Asdi à travers le programme NAFASI, Magamba Network, DefendDefenders, Lawyers Without Borders, l'ACDHRS et l'Institut National de la Femme du Bénin.



Travailler avec le RFLD

Le RFLD est un réseau féministe panafricain de 1 143 organisations membres dans plus de 35 pays africains, doté du statut d'observateur N°553 auprès de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Le RFLD est enregistré comme Organisation internationale au Sénégal et comme organisation non gouvernementale au Bénin, au Ghana, au Nigeria et en Gambie.

PARTENARIATS	gbenagnon.john@rflgd.org
PROGRAMMES	programs@rflgd.org
MÉDIAS	communications.info@rflgd.org
S'ABONNER	rflgd.org/subscribe
LIRE EN LIGNE	rflgd.org/newsletter-october-2026

SUIVRE LE RFLD [LinkedIn](#) [Facebook](#) [X](#) [Instagram](#) [YouTube](#)